

Journal de 19 heures  
Pour convaincre les organisations humanitaires  
de travailler au Rwanda, la France décide dans  
toute la zone de sécurité de faire la chasse aux  
armes

Richard Tripault, Pierre Babey, Hervé Ghesquière

France 3, 8 juillet 1994

**Les organisations humanitaires sont prêtes à se mobiliser à nouveau pour le Rwanda et oublier les divergences avec le gouvernement français au sujet de l'opération Turquoise.**

[Richard Tripault :] Situation de plus en plus difficile pour les soldats français au Rwanda : des affrontements se sont produits aujourd'hui à quelques kilomètres seulement des positions françaises protégeant la zone de sécurité. Sur place, notre envoyé spécial Pierre Babey.

[Pierre Babey, "envoyé spécial au Rwanda, par téléphone" :] Le Front patriotique rwandais continue à s'infiltrer dans le Sud-Ouest du pays [diffusion d'une carte de l'Ouest du Rwanda localisant la ville de Kibuye ; une carte de l'ensemble du Rwanda apparaît juste en bas à droite de l'écran, en plus petit, et une photo de Pierre Babey apparaît en médaillon juste au-dessus]. Il pousse quelques unités à l'intérieur de la zone humanitaire décrétée par les Nations unies. Ce matin, plusieurs dizaines d'hommes du FPR ont été repérés par des militaires français à 20 kilomètres à l'Est de Kibuye. Des renforts ont été dépêchés sous nos yeux, à Birambo, une centaine d'hommes environ. L'appui aérien a été demandé, des patrouilles ont été lancées. Mais sans découvrir ces hommes en armes qui, apparemment, testent l'efficacité du dispositif français. Tout au nord-ouest du pays le FPR accentue sa pression sur Ruhengeri, jetant sur les routes des dizaines de milliers de réfugiés

supplémentaires. Kibuye, Pierre Babey, France 3.

[Richard Tripault :] Alors en effet ces combats contribuent à grossir le flot des réfugiés. Et c'est un véritable cri d'alarme qu'Alain Juppé a lancé ce matin aux organisations humanitaires. Pour lui, la situation au Rwanda est catastrophique. Les organisations concernées ont répondu favorablement à l'appel.

D'autant que sur le terrain, les soldats français continuent à désarmer les milices. Hervé Ghesquière.

[Hervé Ghesquière :] Sécuriser la zone humanitaire, cela signifie désarmer [une incrustation "Sud-Ouest du Rwanda, région de Gikongoro" s'affiche à l'écran]. Désarmer les milices mais aussi les civils à forte majorité hutu dans cette région du sud-ouest rwandais.

Grenades, Kalachnikovs, balles : les soldats français découvrent un véritable arsenal dans ce petit village près de Gikongoro [on voit des soldats français au béret rouge en train de désarmer des miliciens ; ils semblent se faire assister par des soldats des FAR].

Pour mener à bien l'opération Turquoise et convaincre les organisations humanitaires de travailler au Rwanda, la France décide dans toute la zone de sécurité, en bleue sur la carte, de faire la chasse aux armes [diffusion d'une carte du Rwanda localisant la ZHS ; la ville de Gikongoro apparaît en clignotant].

["Alain Juppé, ministre des affaires étrangères" : "Et aujourd'hui nous avons sécurisé la zone et c'était notre objectif. Cet objectif est atteint. Il faut maintenant une mobilisation internationale, euh, face à ce qui est sans doute l'un des plus grands désastres humanitaires qui menace depuis bien longtemps".]

Devant l'ampleur du désastre, les organisations humanitaires sont prêtes à se mobiliser à nouveau pour le Rwanda et oublier les divergences avec le gouvernement français au sujet de l'opération Turquoise [diffusion d'images de réfugiés].

"Jean-Louis Machuron, 'Pharmaciens sans frontières'", interrogé par un journaliste : - "C'est pas avec l'armée française, c'est pas auprès de l'armée française, c'est, euh, auprès des... populations civiles déplacées et victimes de c'conflit". Le journaliste : - Et c'est grave c'qui s'passe là-bas ? Y'a urgence ?". Jean-Louis Machuron : - "Ah oui y'a urgence et j'crois qu'on va s'en rendre compte très vite si rien n'est fait. Euh... entre 500 voire un million de..., de..., de personnes déplacées, il clair que c'est des..., des..., des..., des centaines de tonnes d'aide alimentaire qu'il faut..., qu'il faut emmener là-bas. Et..., et..., et

si ces..., cette aide alimentaire n'arrive pas, très vite on va, euh, tomber dans un processus de famine, d'épidémies, etc.”.]

Aujourd'hui des millions de Rwandais ont quitté leurs villes, leurs villages. Ils sont parqués dans des camps ou errent sur les routes à ne plus savoir où trouver refuge [le plan final montre une colonne de plusieurs milliers de réfugiés en train de marcher sur une route].

[Richard Tripault :] Et le Premier ministre Edouard Balladur a décidé de se rendre lundi [11 juillet] devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour expliquer la position de la France au Rwanda et demander aux Nations unies de prendre le relais.